

Le Premier ministre inaugure le centre de loisirs sir Anerood Jugnauth à Riambel



Page 3

Le Centre de désintoxication et de réadaptation Frangipane agrandi pour fournir des services supplémentaires aux victimes de la drogue

Page 3

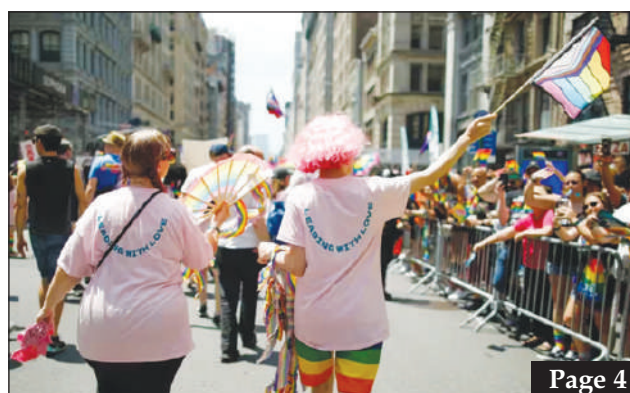


Une canicule record s'étend à travers l'hémisphère nord



Page 4

La désinformation anti-LGBT+ prend de l'ampleur aux États-Unis



Page 4

L'Inde donne son accord de principe pour l'achat de 26 avions Rafale à la France



Page 5

Mercato

Jadon Sancho en route pour Aston Villa ?

Page 8



Mercato Arsenal : le compteur est déjà à 226 millions d'euros

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 New Amsterdam
07.15 Le Livre Perdu Des...
08.09 Serial: Newton's Law
08.54 Serial: Blue Bloods
09.40 Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 Tele: Imperio De Mentiras
14.10 L'Incroyable Hulk
15.21 Film: The Dark Beginnings Of Sherlock Holmes
17.30 The Gardener's Daughter
17.59 Live: Samachar
18.31 Serial: Wagle Duniya
18.55 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
20.30 Film: Intrusion
Avec: Richard Gere, Dakota Fanning



07.31 Local: Tous Egaux
09.00 Prod: Deba Klima
10.00 Local: Radio Vision
11.00 Local: Le Rendez Vous...
12.03 Rodrig: Feminin Pluriel
12.25 Local: Belle Et Mystérieuse
13.03 Local: Tous Egaux
14.42 Rodrig Prog: Saver

Lokal
15.10 Prod: Deba Kliba
16.04 Le Rendez Vous...
17.12 Local: Radio Vision
18.00 Imperio De Mentiras
18.32 A Que No Me Dejas
19.00 Journal Kreol
19.30 Rodrig: Plat Du Chef
19.48 Local: Son Ladan Mem
21.30 Local: Radio Vision
22.22 Local: Mots & Ecrits
22.51 La Journée Sous Le Regard
23.20 Music Tour 2022



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Local: Ved Ki Shikshayen
08.30 Local: Ayush
08.56 Excerpts From Shiv Abhishek
11.10 Kundali Bhagya
11.33 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Rickshawala
Starring: Mala Sinha, Randhir

Kapoor, Neetu Singh
15.00 Live: Samachar
15.30 Serial: Badki Malkaain
15.59 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Tark Vitark
19.00 Local: Bhojpuri Dhamaka
20.00 Chikitsa Aur Swasthya
20.30 Film: Babu
23.35 Serial: Jijaji Chhat Par Hain
00.11 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.03 Mag: Eco At Africa
08.52 Mag: Tomorrow Today
09.21 Washington Forum
10.32 Doc: To Tell A Tale
11.35 Doc: Sweet Magic
11.59 Mag: The 77 Percent
13.02 Mag: In Good Shape
14.11 Doc: Nobel Prize
14.20 Mag: Tomorrow Today
15.06 D.Anime: PAF Le Chien

15.22 La Petite La Petite Ecole...
15.41 Fast And Furious
16.04 D.Anime: Fangbone
16.31 Sam Le Pompier
16.40 D.Anime: Ubongo Kids
17.07 Mag: N*Gen
17.37 Mag: National Anthem
17.54 Doc: Sweet Magic
18.01 Rev: The Global Auto...
18.26 Mag: Healthy Living
18.56 Doc: World Heritage



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.25 Film: Aakhree Raasta
18.00 Live: Samachar
19.30 Kundali Bhagya
19.03 Udaariyaan
19.33 Kuch Rang Pyar Ke Aise...
20.06 Sasural Simar Ka 2
20.38 Radha Krishna

21.08 Anupama
21.37 Mere Sai
22.08 Kismat Ki Lakiron Se
22.38 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
23.06 Patiala Babes
23.30 Film: Aakhree Raasta
Starring Amitabh Bachchan, Jaya Prada, Sridevi, Anupam Kher

Corée du Sud: inondations et glissements de terrain font plusieurs morts et dix disparus

Au moins 33 personnes ont péri et dix sont portées disparues après les fortes pluies qui ont provoqué inondations et glissements de terrain en Corée du Sud, ont déclaré les autorités dimanche, les secouristes recherchant activement des personnes piégées dans un tunnel souterrain inondé.

La Corée du Sud est en pleine mousson d'été et de fortes pluies se sont abattues ces quatre derniers jours, provoquant des inondations et des glissements de terrain de grande ampleur, ainsi que le débordement d'un important barrage.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé que 33 personnes avaient été tuées et que dix autres étaient portées disparues à la suite de ces pluies diluviennes, la plupart ayant été ensevelies par des glissements de terrain ou étant tombées dans un réservoir en crue.

Les secouristes s'efforcent d'atteindre une quinzaine de voitures coincées dans un tunnel souterrain de 430 mètres de long à Cheongju, dans la province de Chungcheong du Nord, a indiqué le ministère.

Selon l'agence de presse Yonhap, le tunnel a été submergé samedi matin après une crue soudaine qui l'a envahi trop rapidement pour que les personnes puissent s'en échapper.

Dimanche, sept nouveaux corps ont été retrouvés dans un bus submergé, dont celui d'une femme septuagénaire, a indiqué l'agence Yonhap.

«Je n'ai plus d'espoir mais je ne peux pas partir», a déclaré à Yonhap, le parent d'une des victimes disparues dans le tunnel. «Mon cœur se déchire en pensant à la douleur qu'a dû ressentir mon fils dans l'eau froide», a-t-il ajouté.



Les images diffusées par la télévision locale montrent un torrent d'eau provenant d'une rivière voisine qui est sortie de son lit et qui s'est engouffrée dans le tunnel, les secouristes utilisant des bateaux pour atteindre les victimes qui s'y trouvaient.

«Grave» danger

Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol, actuellement en déplacement à l'étranger, a tenu une réunion d'urgence avec ses collaborateurs au sujet de la réponse que le gouvernement doit apporter face aux intempéries et aux inondations, ont indiqué ses services.

Auparavant, il avait ordonné au premier ministre Han Duck-soo de mobiliser toutes les ressources disponibles pour limiter au maximum le nombre de victimes.

La majorité des victimes, dont 17 morts et neuf disparus, sont originaires de la province de Gyeongsang du Nord, cette région montagneuse étant particulièrement concernée par les glissements de terrain qui ont englouti des maisons et piégé leurs occupants

à l'intérieur.

Certaines des personnes portées disparues ont été emportées par le débordement d'une rivière dans la province de Gyeongsang du Nord, a indiqué le ministère.

De nouvelles pluies sont prévues jusqu'à mercredi, et l'administration météorologique coréenne a prévenu que les conditions météo représentaient un «grave» danger.

La Corée du Sud est régulièrement touchée par des inondations pendant la mousson d'été mais le pays est généralement bien préparé et le nombre de victimes reste relativement faible.

L'an passé, le pays avait aussi connu des pluies et des inondations importantes, qui avaient causé la mort de 11 personnes.

Le gouvernement avait alors déclaré que les précipitations de 2022 étaient les plus fortes depuis le début des relevés météorologiques de Séoul, il y a 115 ans, imputant ces conditions extrêmes au changement climatique.

Violences policières: des organisations de gauche dénoncent l'interdiction d'une marche à Paris

Une cinquantaine d'associations, de syndicats et de partis de gauche, dont LFI, EELV et la CGT, ont dénoncé une nouvelle interdiction de manifester contre les violences policières, samedi après-midi, à Paris.

L'arrêté d'interdiction pris par le préfet de police Laurent Nuñez a fait l'objet d'un recours en urgence, examiné samedi matin par le tribunal administratif de Paris.

Le juge des référés devrait rendre sa décision à la mi-journée, alors que le rassemblement à l'appel d'une «coordination nationale contre les violences policières» est prévu place de la République à partir de 15h00.

Les associations, syndicats, collectifs et partis politiques cosignataires d'un communiqué de presse diffusé samedi matin jugent que cette nouvelle interdiction de manifester est «un évident signe d'autoritarisme».

«Nous dénonçons avec force cette tentative de museler l'expression politique des quartiers populaires et la répression des mouvements sociaux et écologistes. Les organisations exigent que cette marche puisse se tenir», ont-ils affirmé.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard



Darmanin, avait annoncé, mercredi, l'interdiction de ce rassemblement ainsi que de toute autre «manifestation en lien direct avec les émeutes» jusqu'au 15 juillet inclus.

Lors de l'audience devant le tribunal administratif, samedi, Me Lucie Simon a dénoncé «une consigne générale et donc illégale» d'interdiction des manifestations. «Si on veut juguler la colère, il faut canaliser son expression démocratique», a-t-elle plaidé au nom des organisateurs.

Pour le représentant de la préfecture de police à l'audience, le problème «n'est pas l'objet de la manifes-

tation mais la possibilité que des individus violents» y soient présents. Et ce, dans un contexte de «faible disponibilité des forces de l'ordre» après les émeutes et la mobilisation d'un important dispositif de sécurité jeudi et vendredi soir pour le 14 Juillet.

La préfecture de police avait déjà interdit, la semaine dernière, une précédente manifestation à Paris visant à honorer la mémoire d'Adama Traoré, décédé peu après son arrestation par des gendarmes en juillet 2016. En dépit de cette mesure préfectorale, environ 2000 personnes s'étaient rassemblées le 8 juillet.

Le Premier ministre inaugure le centre de loisirs sir Anerood Jugnauth à Riambel

En tant que gouvernement bienveillant, la protection sociale, l'autonomisation et le bien-être des personnes âgées et des personnes handicapées resteront une priorité de l'agenda du gouvernement, a affirmé le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth.

Il s'exprimait, lors de l'inauguration du Centre récréatif sir Anerood Jugnauth à Riambel en présence de la ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo. Le Centre à hauteur de Rs 275 millions est construit sur un terrain d'environ 5 arpents. Il comprend 60 chambres, une salle à manger, une salle d'activités, une salle médicale, une piste de jogging, une salle de sport, un home cinéma, une piscine, des kiosques et des activités de plein air. Il a la capacité d'accueillir environ 12 000 personnes par an. Le dévoilement de la plaque inaugurale a été effectué par le Premier ministre.

Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre a souligné que le quatrième centre de loisirs de Riambel témoigne des efforts incessants du gouvernement pour travailler dans l'intérêt supérieur des personnes âgées et des personnes handicapées. Le centre leur offrira une retraite confortable, sûre, récréative et hospitalière tout en promouvant des activités et des projets pour leur bien-être, a-t-il déclaré.

Le Premier ministre Jugnauth a rappelé que le premier centre de loisirs avait été inauguré par feu sir Anerood Jugnauth en juillet 2001 à Pointe aux Sables. Il a souligné les réalisations de ce dernier dans la formation du paysage moderne de Maurice, ajoutant que le centre a été nommé d'après sir Anerood Jugnauth pour lui rendre hommage.

Le Premier ministre a en outre observé que Maurice connaît un vieillissement de la population qui devrait augmenter à l'avenir. Le gouvernement, a-t-il souligné, travaille sans relâche pour répondre aux demandes de cette population croissante.

Quant aux trois autres centres de loisirs, il a indiqué que des travaux de rénovation seront effectués pour que la population âgée puisse bénéficier des centres au plus tôt.

M. Jugnauth s'est par ailleurs étendu sur



le Plan stratégique national pour le sport et l'activité physique pour une nation en meilleure santé et a lancé un appel aux personnes âgées pour qu'elles adoptent une culture sportive afin de maintenir une vie saine. En vieillissant, une personne est confrontée à plusieurs problèmes de santé, d'où la nécessité pour les personnes âgées de pratiquer des sports, a-t-il souligné.

Le Premier ministre a également élaboré sur les mesures gouvernementales d'aide aux personnes âgées et dans le besoin, y compris de nouveaux et meilleurs services de santé ; sécurité et protection des personnes âgées; et le développement majeur des infrastructures.

Soulignant les impacts du COVID-19 et de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, il a indiqué que le gouvernement a mis en place plusieurs mesures pour soutenir l'économie mauricienne et le pouvoir d'achat de la population. Une mesure clé est la subvention des produits de base essentiels tels que le lait, l'essence, le pétrole, les légumineuses, le blé et le riz, a-t-il déclaré.

Il a exhorté la population âgée à être informée et à profiter des diverses installations mises en place par le gouvernement pour leur bien-être et leur amélioration et a réitéré l'engagement du gouvernement à continuer à travailler pour le bien-être des personnes âgées tout en améliorant leur qualité de vie.

Pour sa part, Mme Jeewa-Daureeawoo, a déclaré que le centre porte le nom de feu sir Anerood Jugnauth en vue de rendre hommage à ce dernier pour sa vie de service et sa contribution au développement du pays ainsi que sa détermination résolue à autonomiser et améliorer la qualité de vie des personnes âgées.

Le gouvernement, par le biais de projets similaires, continuera d'aider les personnes âgées à mener une vie décente et saine et à accéder à des activités récréatives pour améliorer leur bien-être général. Le budget pour les personnes âgées a également été

révisé à 51 millions dans les dernières mesures budgétaires pour répondre aux besoins des personnes âgées notamment celles en situation de handicap, a-t-elle précisé. Le ministre s'est également appesanti sur plusieurs mesures gouvernementales pour la protection, l'amélioration des soins de santé et l'amélioration de la qualité de vie de la population vieillissante.

Également présent, le président du Senior Citizens Council, M. Hanslall Seebarith, a déclaré que le centre restera dans l'histoire de Maurice pour être une infrastructure de pointe de grande ampleur. Il a exprimé sa profonde gratitude au gouvernement pour ce magnifique projet et a salué ses efforts continus pour assurer le bien-être des personnes âgées de la meilleure manière possible.

Le ministre des Transports Terrestres et du Métro Léger, ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et du Commerce International, M. Alan Ganoo, le ministre de l'Energie et des Services Publics, M. Georges Pierre Lesjongard, le ministre des Services Financiers et de la Bonne Gouvernance M. Mahen Seeruttun, le Président de la l'Assemblée nationale, M. Sooroojdev Phokeer, la secrétaire privé parlementaire, Mme Sandra Mayotte, M. Prakash Ramchurrin, et Mme Teenah Jutton, la Chief Whip, Mme Navina Ramyad, le député, M. Mohamad Salim Abbas Mamode, Lady Sarojini Jugnauth et d'autres personnalités étaient également présents à la cérémonie.



Le Centre de désintoxication et de réadaptation Frangipane agrandi pour fournir des services supplémentaires aux victimes de la drogue

Le Frangipane, qui est un centre de désintoxication et de réadaptation situé au Brown Sequard Mental Health Care à Beau Bassin, a été agrandi pour offrir un soutien supplémentaire aux victimes de la drogue. Une cérémonie s'est tenue, en présence du ministre de la Santé et du Bien-être, le Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal, de la secrétaire privée parlementaire, Mme Marie Christiane Dorine Chukowry, et d'autres personnalités pour marquer l'extension de cet établissement qui vise à offrir un soutien services et différentes activités récréatives à un plus grand nombre de victimes de la toxicomanie.

Dans une déclaration, le ministre de la Santé a souligné que l'événement était organisé dans le cadre des activités de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite de drogues, célébrée le 26 juin. L'extension de l'établissement, a-t-il mentionné, s'inscrit dans le cadre de diverses mesures gouvernementales visant à accueillir les victimes de la toxicomanie tout en ajoutant qu'il fournira désormais des services à une dizaine de patients supplémentaires.



Soulignant l'importance de l'extension du Centre Frangipane, le ministre Jagutpal a déclaré que davantage de victimes bénéficieront d'un accompagnement psy-

chologique et social, leur permettant de se débarrasser de leur dépendance afin de pouvoir se réinsérer dans la société.

Il a également parlé des initiatives du ministère en matière de prévention de la toxicomanie et de traitement des victimes de la toxicomanie tout en indiquant que le Comité administratif des usagers de drogue suivra les progrès de l'usager de drogue pendant la période de réadaptation et aidera l'usager de drogue à surmonter ses difficultés. dépendance.

Le ministre Jagutpal a rappelé que le Centre Frangipane inauguré en juin 2021, fait partie de plusieurs Centres qui ont été mis en place pour assurer la désintoxication résidentielle, la réadaptation, les soins hospitaliers, ambulatoires et de jour ainsi que les services de postcure pour prévenir toute rechute.

Une canicule record s'étend à travers l'hémisphère nord

Une canicule record persiste dimanche dans le monde, de l'Europe à la Chine en passant par les États-Unis, contraignant les autorités à prendre des mesures drastiques pour faire face à ces vagues de chaleur et à de nouveaux incendies, illustrations du réchauffement climatique.

L'Italie, du nord au sud, connaît une vague de chaleur avec des records historiques de températures attendus dans les prochains jours.

Dimanche, 16 villes sont en alerte rouge sur l'ensemble du territoire, avec des températures attendues de 36/37°C de Rome à Bologne, avant un pic redouté en début de semaine prochaine.

«C'est la fournaise. On ne peut pas rester trop longtemps au même endroit», a témoigné auprès de l'AFP samedi matin Veronika Niederlovi, 16 ans, une touriste tchèque venue visiter Rome.

Selon le quotidien Il Messaggero, deux footballeurs amateurs de 48 et 51 ans sont morts vendredi soir, après des malaises probablement dus à la chaleur, au cours de matchs dans la région de Naples (sud).

Le Centre météo italien dit craindre «la vague de chaleur la plus intense de l'été, mais aussi une des plus intenses de tous les temps».

Le nord de la péninsule ne devrait pas être épargné avec 38°C attendus mardi à Milan.

En Allemagne, les températures les plus élevées samedi ont été mesurées dans la ville bavaroise de Möhrendorf-Kleinseebach (37,9 degrés). Par ailleurs 35°C ont été relevés à Berlin et 34°C à Munich.

En France, le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a été sévèrement critiqué samedi, notamment par la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, pour avoir assuré que les températures étaient «assez normales pour un été».

D'autres personnalités influentes ont réagi, comme le spécialiste en agroclimatologie Serge Zaka. «Quand est-ce que nos politiques vont-ils comprendre et assumer les enjeux du changement climatique ?», a-t-il déploré sur Twitter.

Le mois de juin a été le deuxième plus chaud jamais enregistré en France où plusieurs départements ont été placés en vigilance orange canicule depuis mardi.

Acropole fermée

La Grèce souffre elle aussi d'une canicule, qui contraint les autorités à fermer l'Acropole d'Athènes aux heures les



plus chaudes de la journée dimanche pour le troisième jour consécutif, alors que les températures pourraient atteindre 41°C dans le pays.

Les équipes de la Croix-Rouge, déployée au pied de l'Acropole pour venir en aide aux touristes, sont intervenues «des dizaines de fois» pour secourir des visiteurs victimes notamment de malaise ou d'essoufflements ces derniers jours.

En Espagne, une nouvelle vague de chaleur est attendue entre lundi et mercredi après un bref répit ce week-end à l'issue d'une semaine où les températures ont dépassé les 40°C en Andalousie (sud) ainsi qu'aux îles Canaries.

«Cette nouvelle vague sera brève, mais intense: on devrait dépasser les 42°», a écrit l'Agence météorologique (Aemet) sur Twitter.

L'Afrique du Nord est également touchée. Au Maroc, une nouvelle vague de chaleur est annoncée jusqu'à mardi, avec des températures variant entre 37 et 47°C dans plusieurs provinces, selon la Direction générale de la météorologie (DGM).

En Asie, plusieurs provinces du sud et sud-est de la Chine vont connaître des températures élevées au cours du week-end, atteignant 35 à 40°C, selon l'Observatoire météorologique central. Dans certaines parties du nord-ouest, certaines villes pourraient même dépasser les 40°C.

Au Japon, les autorités ont appelé la population à la prudence alors que les températures devraient atteindre dimanche et lundi les 39°C dans l'est du pays, selon le prévisionniste local.

De l'autre côté du globe, le sud des États-Unis rôtit sous la chaleur: plusieurs dizaines de millions d'Américains, de

la Californie au Texas, ont subi des températures dangereusement élevées qui devraient atteindre un pic au cours du week-end.

À Phoenix, métropole de l'Arizona dans le sud-ouest des États-Unis, près de 44°C ont été relevés samedi au 16e jour consécutif de maximales au-delà de 43°C, et les météorologues s'attendent à ce que le mercure atteigne 46°C.

«Quand je bois un verre d'eau, j'ai des vertiges, j'ai envie de vomir à cause de la chaleur», raconte Juan, un ouvrier de 28 ans qui n'a donné que son prénom et travaille sur un chantier de Houston, au Texas, à l'extérieur sous une chaleur accablante.

Incendies en Californie

En Californie, dans la vallée de la Mort - l'un des endroits les plus chauds du globe - de nouveaux pics de température sont attendus dimanche, possiblement jusqu'à 54°C, après que 48°C y ont été relevés samedi midi.

Dans le sud de l'État, les pompiers américains luttent depuis vendredi contre plusieurs incendies très violents qui ont ravagé plus de 1214 hectares et entraîné l'évacuation de la population.

La fumée des incendies au Canada, où plus de 500 feux sont hors de contrôle, avait déjà entraîné plusieurs épisodes de forte pollution atmosphérique sur le nord-est des États-Unis en juin.

En Jordanie, en proie à une vague de chaleur qui a dépassé les 40°C dans certaines régions, les secours luttent contre des incendies dans les forêts d'Ajloun (nord).

Au niveau mondial, le mois de juin a été le plus chaud jamais mesuré, selon les agences européennes Copernicus et Américaines Nasa et NOAA.

Puis, la première semaine complète de juillet a été à son tour la plus chaude jamais enregistrée, selon des données préliminaires de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Les émissions de gaz à effet de serre accroissent la puissance, la durée et le rythme de répétition des vagues de chaleur, selon des experts.

La chaleur est l'un des événements météorologiques les plus meurtriers, a rappelé l'OMM. L'été dernier, en Europe seule, les fortes températures ont causé plus de 60 000 décès, selon une récente étude.

La désinformation anti-LGBT+ prend de l'ampleur aux États-Unis

Cheveux roses flamboyants, Desmond Napoles agite un drapeau arc-en-ciel à la marche des Fiertés de New York, un acte de résistance face à une campagne de désinformation cherchant à associer des membres de la communauté LGBT+ à la pédophilie.

En juin, une image truquée a fait surface sur Internet. Elle faisait croire qu'un adulte participant à la marche des Fiertés en Californie portait un tee-shirt avec le visage de Desmond, 16 ans, et une inscription préoccupante: «Les enfants transgenres sont sexy».

Sur la photo originale, publiée en 2021 par un journal de Californie du Sud, l'homme défilait avec un tee-shirt complètement blanc.

L'image retouchée, qui a circulé sur les réseaux sociaux, a provoqué un déluge de commentaires haineux accusant l'homme de pédophilie et se faisant l'écho d'une théorie du complot d'extrême droite selon laquelle des membres de la communauté LGBT+ manipuleraient psychologiquement les enfants en vue de les abuser sexuellement.

De nombreux internautes ont appelé à la mort ou la castration de l'homme sur la photo.

«Ils ont utilisé (l'image) pour faire passer des Américains de la communauté LGBT+ pour des "prédateurs" et ils se sont servis de mon visage», a fustigé Desmond Napoles, styliste, mannequin et activiste, qui assure à l'AFP avoir ressenti du

«dégoût».

La personne du cliché, identifiée par l'AFP comme étant un homme homosexuel d'âge mûr résidant en Californie, a fait part de sa «stupéfaction» lorsqu'un ami lui a montré l'un des messages injurieux.

«Je suis écœuré par les gens qui nous accusent d'être des agresseurs d'enfants. Cela doit cesser», a-t-il poursuivi lors d'un entretien Zoom avec l'AFP, requérant l'anonymat pour sa sécurité et le respect de sa vie privée.

Il a aussi exprimé sa peur que l'affaire ne «prenne de l'ampleur».

Le flot de menaces auquel Desmond Napoles et l'homme de Californie sont confrontés met en lumière les dommages réels causés par la hausse de la désinformation anti-LGBT+.

«Discours haineux»

Celle-ci survient au moment où la rhétorique anti-LGBT+ s'intensifie dans le pays.

Elle comprend, au-delà des fausses allégations de pédophilie, une avalanche de lois contre les personnes transgenres portées par des élus conservateurs et des boycotts ciblés de marques, comme celui des supermarchés Target, qui ont soutenu les causes LGBT+.

Le mois dernier, la Cour suprême des États-Unis a par ailleurs autorisé pour la première fois certains commerces à écarter les clients LGBT+ pour motifs religieux.

«Il y a eu une flambée du discours haineux qui associe les personnes LGBT+



aux abus sur des enfants», confirme Imran Ahmed, directeur du Centre américain de lutte contre la haine en ligne (CCDH).

«Des personnes haineuses propagent ces mensonges simplement pour déshumaniser les membres de la communauté LGBT+ et les effrayer, et cela se traduit par une hausse alarmante de la violence dans le monde réel», soutient-il.

La photo truquée de Desmond Napoles est apparue d'abord sur le forum de niche 4chan avant de circuler sur Twitter et TikTok.

La photo «n'arrêtait pas de se propager. Nous ne savions pas qui était derrière tout ça ni ce qui se passait», raconte Desmond.

«C'est déchirant»

Pour ajouter à l'horreur, des tee-shirts et d'autres produits à l'effigie de Desmond Napoles avec le slogan «les enfants transgenres sont sexy» ont soudainement été mis en vente en ligne.

Des sites douteux spécialisés dans les impressions à la demande, aux noms de domaines enregistrés à l'étranger, en font la publicité.

La mère de Desmond, Wendy, explique avoir passé des heures à demander à ces sites de retirer cette marchandise, avec peu de succès.

«J'ai envoyé des emails, en disant: "Vous avez une photo de mon enfant sur votre tee-shirt, et c'est inacceptable"», explique-t-elle à l'AFP.

Beaucoup de ces sites semblent liés car ils ont une mise en page et des réclames similaires et disposent des mêmes coordonnées de contact.

Sollicités par l'AFP, ces sites, qui selon certains commentaires clients ont aussi vendu des œuvres volées, n'ont pas répondu dans l'immédiat.

Ils illustrent les efforts déployés pour profiter financièrement de la désinformation anti-LGBT+.

Les cinq plus gros comptes relayant les discours qui lient communauté LGBT+ et manipulation d'enfants en vue d'agressions sexuelles ont généré 6,4 millions de dollars de revenus par an en recettes publicitaires sur Twitter, selon une étude du CCDH.

Pour Wendy, il est particulièrement blessant que l'image de Desmond ait été utilisée pour inciter à la haine et «faire croire aux gens quelque chose qui n'est pas vrai».

«Ils l'utilisent sans penser qu'il y a une personne derrière l'image qu'ils peuvent blesser», souligne-t-elle. «C'est déchirant».

L'Inde donne son accord de principe pour l'achat de 26 avions Rafale à la France

L'Inde a décidé de commander 26 Rafale Marine à Dassault. Cette commande a été officialisée lors de la visite de Narendra Modi à Paris, invité d'honneur cette année pour les cérémonies du 14-Juillet.

Ce sont les premières annonces de la très attendue visite de Narendra Modi à Paris. L'Inde a donné son accord de principe, ce jeudi, pour l'achat à la France de 26 avions de chasse Rafale, en version Marine - pour porte-avions -, et de trois sous-marins Scorpène, à l'occasion d'un déplacement du Premier ministre indien dans la capitale, invité d'honneur de la fête nationale du 14 juillet.

Le Conseil d'acquisition de la défense indien a approuvé ces propositions d'achat, a déclaré le ministère indien de la Défense dans un communiqué, précisant que le prix et d'autres conditions devaient encore être négociés avec le gouvernement français. Au sein du tout petit club des nations dotées de porte-avions, l'Inde est donc la première marine à s'équiper du chasseur français.

En compétition avec Boeing

Ces Rafale monoplaces seraient destinés à l'« INS Vikrant », le tout nouveau porte-avions made in India de la marine indienne. Ils disposent d'un train d'atterrissage renforcé pour les catapultages et les appointages. L'avion de chasse multirôle de Dassault a donc davantage convaincu l'armée indienne que le F/A-18 Super Hornet de Boeing avec lequel il était en compétition. L'armée de l'Air indienne, elle, exploite



déjà 36 Rafale.

Le Rafale dénombrerait à ce jour 284 commandes à l'export (80 pour les Emirats arabes unis, 54 pour l'Egypte, 42 pour l'Indonésie, 36 pour le Qatar et autant pour l'Inde, 24 pour la Grèce, 12 pour la Croatie). Ce nouveau contrat lui fait passer la barre symbolique des 300 ventes à l'export (310). En comptant les livraisons pour la France, l'appareil passe le seuil des 500 appareils vendus.

Le rythme de production à Mérignac devra ainsi passer à trois appareils par mois à partir de fin 2024-2025. Le président de Dassault a répété plusieurs fois qu'il avait encore de la place pour prendre d'autres commandes. Il faut compter au minimum 80 à 90 millions par appareils, mais sans armement, ces derniers sont inutiles. Selon le

nombre de missiles qui seront embarqués sous le Rafale, le contrat définitif pourrait être compris entre 3 et 4 milliards d'euros, selon les calculs des « Echos ».

Garantir la stabilité

Le Premier ministre indien et Emmanuel Macron devraient s'entendre sur une série d'accords de défense ainsi qu'une nouvelle stratégie conjointe afin de garantir la stabilité dans la région Indo-Pacifique. L'Inde s'appuie sur des avions de combat français depuis maintenant quatre décennies.

Avant le Rafale en 2015, le pays avait fait appel dans les années 1980 au Mirage, qui est toujours présent dans deux escadrons de l'armée de l'air. En 2005, l'Inde a acheté à la France six sous-marins de classe Scorpène pour 188 milliards de roupies (2,05 milliards d'euros), dont le

dernier sera mis en service l'année prochaine.

« Un pilier dans la stratégie Indo-Pacifique »

Comme le soulignait cette semaine l'Elysée, « l'Inde est un des piliers dans le cadre de notre stratégie Indo-Pacifique », cette vaste zone couvrant les océans Indien et Pacifique, théâtre de tensions internationales croissantes entre Pékin et Washington et où la France possède des intérêts et territoires d'outre-mer.

Après avoir parlé à la diaspora, Narendra Modi a participé à un dîner privé avec Emmanuel Macron au palais de l'Elysée et vendredi, outre le défilé, il honora plusieurs rendez-vous avant le dîner officiel dans le prestigieux musée du Louvre avec plus de 200 convives. Une déclaration conjointe à la presse était également prévue. « Coopération sécuritaire, spatiale, nucléaire civil, technologie, antiterrorisme, cybersécurité, changement climatique, énergies renouvelables... étaient au menu des discussions des deux dirigeants », a énuméré mercredi le secrétaire indien aux Affaires étrangères.

A la fois première puissance démographique du monde, géant économique, grand émetteur de gaz à effet de serre et puissance nucléaire, l'Inde est un poids lourd incontournable, de plus en plus courtisé. Il y a quelques semaines, Narendra Modi avait eu les rares honneurs d'une visite d'Etat à Washington.

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'est toujours pas prêt à envoyer des forces en Haïti

La violence des gangs s'intensifie dans le pays, terrorisant la population.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé vendredi la communauté internationale à soutenir la police haïtienne, sans pour autant répondre à l'appel à envoyer une force d'intervention internationale pour aider à lutter contre les gangs qui gangrèment le pays.

La résolution adoptée à l'unanimité « encourage les États membres, y compris les États de la région, à apporter un soutien en matière de sécurité à la police nationale haïtienne », « y compris par l'intermédiaire du déploiement d'une force spécialisée ».

Mais le texte, centré sur le renouvellement pour un an du mandat de la mission politique de l'ONU en Haïti (Binuh), est loin d'évoquer un mandat pour cette hypothétique force.

Ainsi, les 15 membres du Conseil demandent au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de présenter d'ici 30 jours un rapport sur les « options » possibles pour améliorer la sécurité, évoquant notamment la lutte contre le trafic d'armes, la formation de la police, et « le soutien pour une force multinationale non onusienne ou une possible opération de maintien de la paix ».

Antonio Guterres avait relayé en octobre l'appel du gouvernement haïtien demandant une force d'intervention internationale pour épauler la police dépassée face à la violence des gangs qui terrorisent la population.

Tireurs embusqués sur les toits, meurtres, enlèvements, viols des femmes et des filles, pillages, milliers de personnes



déplacées... : le dernier rapport du secrétaire général publié vendredi décrit l'ampleur de cette violence « qui a continué à s'intensifier et à se propager ».

Entre janvier et juin, les homicides ont augmenté de 67,5 % par rapport au second semestre 2022 (2 094 homicides enregistrés contre 1 250), selon le document qui signale que certaines victimes ont été décapitées.

« Déception »

Et face à l'incapacité de la police à agir, les habitants ont commencé à faire justice

eux-mêmes, avec l'émergence du mouvement d'autodéfense « Bwa Kale » qui s'est propagé à tous les départements.

Plus de 224 membres présumés de gangs ont été tués par des groupes d'autodéfense entre fin avril et fin juin, parfois lapidés, mutilés, « brûlés vifs au milieu de la rue devant la police », selon le rapport.

Mais l'appel à envoyer une force est toujours sans réponse. Si quelques pays ont indiqué être prêts à participer, aucun ne s'est porté volontaire pour prendre la tête d'une telle opération dans un pays échaudé

par de multiples interventions étrangères.

Si certains membres du Conseil, notamment les États-Unis, ont indiqué leur soutien à une possible intervention internationale, l'idée ne semble pas faire l'unanimité.

« Les quelque 30 années d'actions de l'ONU en Haïti ont montré que des solutions provisoires venues de l'extérieur échouent souvent à apporter des résultats à long terme ou à aider Haïti à vraiment sortir de la crise », a déclaré Geng Shuang, ambassadeur chinois adjoint, dont le pays dispose d'un droit de veto au Conseil.

« Avant de passer à l'étape suivante, l'ONU doit vraiment apprendre du passé », a-t-il insisté.

Alors que la Chine plaide depuis longtemps pour un large embargo sur les armes, il a d'autre part estimé qu'« aucun niveau de soutien à la police haïtienne ne fera une quelconque différence sans un arrêt du flot » d'armes vers les gangs.

La résolution réitère simplement l'appel aux États membres à empêcher le transfert des armes légères vers les gangs.

Le texte augmente d'autre part de 42 à 70 le nombre de personnel du Binuh dédié au conseil des forces de l'ordre.

C'est « un pas dans la bonne direction » mais ça ne saurait « suffire pour aider le gouvernement à faire face au défi sécuritaire », a réagi l'ambassadeur haïtien Antonio Rodrigue.

« La population attend une décision concrète relative au déploiement d'une force internationale, tel n'a pas été le cas, et la déception doit être grande », a-t-il ajouté.

Donald Trump sur le point d'être rattrapé par le 6 janvier

Les preuves seraient suffisantes pour l'accuser de tentative de vol d'élection et d'incitation à l'insurrection.

Les jours se suivent et les tourments judiciaires aussi, pour Donald Trump. Jeudi, un groupe d'experts américains en droit a établi en effet qu'il existait suffisamment de preuves pour poursuivre devant les tribunaux l'ex-président américain, et ce, en raison de sa tentative de se maintenir illégalement au pouvoir après les élections de 2020.

Le populiste pourrait devoir répondre de ses crimes en vertu d'au moins trois lois américaines qu'il aurait violées, résume le groupe formé de procureurs fédéraux et d'avocats criminalistes dans un mémorandum de mise en accusation publié sur le site Web Just Security.

Il s'agit d'une évaluation des preuves accumulées lors des enquêtes menées entre autres par la commission d'enquête sur l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021, et qui s'apparente aux documents préparés par les procureurs avant une mise en accusation, aux États-Unis.

Concordance des temps : mardi, Donald Trump s'est rapproché d'une autre mise en accusation en Géorgie, où la justice a mis son destin entre les mains d'un nouveau grand jury. Le groupe de citoyens doit décider dans les prochaines semaines si des accusations méritent d'être portées contre l'ex-président pour avoir tenté de faire apparaître de faux électeurs en sa faveur lors du scrutin de 2020 dans cet État du Sud.

« Trump savait qu'il avait perdu les élections, mais ne voulait pas abandonner le pouvoir, peut-on lire dans le mémorandum. Il a alors cherché avec ses avocats et d'autres personnes à élaborer une grande variété de stratagèmes pour changer le



résultat. »

« Ces stratagèmes comprenaient la création de certificats électoraux frauduleux qui ont été soumis au Congrès », en contrevention avec la loi sur la conspiration qui « interdit les complots visant à frauder les États-Unis dans l'administration des élections ». Cette tactique pourrait aussi avoir contrevenu aux lois interdisant de faire obstruction à des procédures officielles.

Plusieurs émeutiers ayant participé aux émeutes du 6 janvier 2021 ciblant le Capitole à Washington ont été condamnés en vertu de ces lois, dont des membres des Oath Keepers et du groupe de suprémacistes et de paramilitaires Proud Boys.

Le groupe de juristes admet que Trump et son entourage, après avoir échoué dans leur tentative de faire annuler le vote par l'ex-vice-président Mike Pence, ont alors déclenché « une insurrection dans l'espoir qu'elle détournerait le Congrès de sa trajectoire ». La chose a retardé « le transfert de pouvoir pour la première fois dans l'histoire américaine », plaçant désormais le populiste face à des accusations possibles pour avoir incité à une insurrection et pour avoir « aidé ou soutenu les insurgés », écrivent-ils.

Ils ajoutent : « Une série de condamna-

tions prononcées contre plusieurs des principaux insurgés pour complot séditieux ont jeté les bases pour des accusations d'insurrection contre Trump. [...] Nous pensons qu'il existe suffisamment de preuves pour poursuivre [l'ex-président], comme l'a suggéré [la commission d'enquête], mais les procureurs peuvent en décider autrement. »

Ronde d'auditions

Ce mémorandum est dévoilé alors que l'avocat spécial Jack Smith, nommé par le département de la Justice pour instruire l'ingérence criminelle présumée de l'ex-président dans les élections de 2020, a rencontré dans les dernières semaines plusieurs témoins, législateurs, secrétaires d'État et alliés de Donald Trump. Jeudi, le New York Times a révélé que le gendre et ex-conseiller de Donald Trump, Jared Kushner, a témoigné devant un grand jury à Washington le mois dernier.

Ces auditions laissent présager qu'une décision de poursuivre l'ex-président serait imminente.

Le groupe d'experts estime d'ailleurs qu'une « mise en accusation au cours de l'été », dans le cas de l'insurrection au Capitole, permettrait de ne pas trop interférer avec le calendrier électoral américain. « L'affaire [serait] jugée dans un délai d'un an, et ce, avant la Convention nationale républicaine de juillet 2024. » L'événement donne le coup d'envoi de la joute électorale finale entre démocrates et républicains en vue du scrutin de novembre.

Le républicain cherche pour la troisième fois à obtenir son billet d'entrée à la Maison-Blanche, lors des présidentielles de 2024.

Rappelons que la commission d'enquête sur les événements du 6 janvier 2021 a également recommandé que des accusations soient portées contre plusieurs autres proches de Donald Trump, dont John Eastman, l'avocat qui a cherché à forcer la main de Mike Pence pour qu'il rejette la cer-

tification des résultats de l'élection, et Kenneth Chesebro, un avocat peu connu, qui a contribué au développement d'un faux régime de certificats électoraux.

Jusqu'à maintenant, l'ex-président a été arrêté et déféré devant la justice à deux reprises. À New York, il fait face à des accusations de falsification de document dans une affaire de versement de pot-de-vin visant à faire taire un témoin pour une histoire de moeurs. En Floride, il a été accusé pour avoir conservé illégalement des documents secrets dans sa résidence privée de Mar-a-Lago et pour avoir refusé de coopérer afin de les restituer. Plusieurs de ces documents ont le potentiel de mettre à risque la sécurité du pays.

Le populiste a plaidé non coupable à l'ensemble des chefs d'accusation portés contre lui.

Depuis quelques mois, l'étau judiciaire se resserre de plus en plus autour de Donald Trump. Jeudi, le procureur général de l'Arizona a indiqué qu'il continuait à enquêter sur la possible tentative de renversement des élections de 2020 dans cet État du Sud par Donald Trump et ses proches.

Cette semaine, lors d'un rassemblement politique en Iowa, Donald Trump a réitéré ses accusations de fraudes électorales dont il se dit avoir été victime en 2020. Cette fraude n'a jamais été démontrée, y compris lors de recomptages menés dans des États contrôlés par les républicains.

Même si 56,3 % des Américains ont une opinion défavorable de l'ex-président, selon le dernier coup de sonde YouGov mené pour The Economist et dévoilé cette semaine, Donald Trump reste le favori dans la course à l'investiture républicaine, en avance d'environ 30 points dans les intentions de vote sur son plus proche rival, le gouverneur de la Floride, Ron DeSantis.

Poutine «a déjà perdu la guerre» en Ukraine, selon Biden

Le président russe, Vladimir Poutine, « a déjà perdu la guerre » en Ukraine, a affirmé jeudi son homologue américain, Joe Biden, estimant que Moscou finirait par négocier face à la contre-offensive ukrainienne.

« Il pourrait finir la guerre demain, il n'aurait qu'à dire : "j'arrête" », a déclaré le président américain lors d'une visite en Finlande célébrant la récente adhésion à l'OTAN du pays nordique voisin de la Russie.

« Mais il n'y a pas de possibilité pour lui de gagner la guerre en Ukraine. [...] Il l'a déjà perdue », a déclaré M. Biden, soulignant le manque de ressources de la Russie et ses difficultés économiques.

Malgré le peu de progrès de la contre-offensive ukrainienne sur le front, le président américain s'est dit convaincu que celle-ci mènerait à une demande de négociations de la part de Moscou. « J'espère, et c'est mon attente, que l'Ukraine fera des progrès significatifs dans son offensive et que cela débouchera sur un règlement négocié à un moment ou à un autre », a déclaré le dirigeant américain de 80 ans.

Face à la déception affichée par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, de ne pas avoir de calendrier précis sur l'adhésion de son pays à l'OTAN lors du sommet de l'alliance mardi et mercredi à Vilnius, Joe Biden a réitéré la promesse américaine d'une adhésion.

« La question n'est pas de savoir s'ils doivent ou non adhérer à l'OTAN, [mais] quand ils pourront y adhérer. Et ils adhéreront à l'OTAN », a affirmé le locataire de la Maison-Blanche.

Attaques aériennes

La Russie a répondu jeudi par une série d'attaques aériennes sur l'Ukraine, qui ont fait au moins quatre blessés à Kiev, selon les autorités ukrainiennes.

Vladimir Poutine a commenté jeudi soir la possible adhésion d'Ukraine à l'OTAN, se disant « certain que cela n'améliorera pas la sécurité de l'Ukraine et que, d'une

manière générale, cela rendra le monde beaucoup plus vulnérable et mènera à des tensions supplémentaires sur la scène internationale ».

S'exprimant à la télévision russe en marge d'un forum technologique, il a ajouté que « la menace d'une adhésion de l'Ukraine » à l'OTAN était précisément « une des raisons » de l'intervention militaire russe dans le pays en février 2022.

Interrogé sur les promesses à Kiev de nouvelles armes faites par les Occidentaux, notamment des missiles longue portée, Vladimir Poutine a répondu que ces missiles « font des dégâts, mais [que] rien de déterminant ne se produit dans la zone de combats quand ils sont utilisés ».

« La livraison de nouvelles armes ne fera qu'aggraver la situation, et l'aggraver pour la partie ukrainienne, ce qui ne fera qu'attiser le conflit », a ajouté le président russe.

Menace nucléaire

Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a également affirmé que la livraison d'avions de combat F-16 occidentaux — nécessaires selon Kiev pour combattre l'invasion russe — serait considérée comme une menace « nucléaire », ces avions étant capables de porter l'arme atomique.

« Je ne crois pas qu'il y ait une réelle perspective [...] que Poutine utilise l'arme nucléaire. Non seulement l'Occident, mais aussi la Chine et le reste du monde ont dit : "N'allez pas sur ce terrain-là" », a balayé Joe Biden, au côté du président finlandais, Sauli Niinistö.

Les Pays-Bas et le Danemark mènent une coalition de 11 pays pour former des pilotes sur l'avion de combat de fabrication américaine, après un feu vert donné par Washington en ce sens.

Joe Biden est arrivé mercredi soir en Finlande, entrée en avril dans l'Alliance atlantique, pour clore la tournée européenne qu'il avait entamée dimanche soir à Londres.

Tournant la page sur cinq décennies d'une neutralité forcée par la Russie après la Seconde Guerre mondiale, puis de non-alignement militaire depuis la fin de la guerre froide, la Finlande est devenue le 4 avril le 31e membre de l'Alliance atlantique.

Avec une nouvelle frontière de 1300 km avec un pays de l'OTAN, cette entrée est un revers stratégique majeur pour Moscou.

La Suède devrait suivre dans les prochains mois grâce à un accord surprise avec la Turquie survenu lundi à Vilnius.

« Attention à ce qu'il mange »

Le président américain est également revenu sur la mutinerie avortée, fin juin, du groupe paramilitaire russe Wagner, signe des profondes divisions dans le camp militaire russe. Il a ironisé sur les risques d'élimination du chef du groupe, Evgueni Prigojine, jugeant qu'il devrait faire « attention à ce qu'il mange ».

Le président américain s'est aussi dit déterminé à faire « tout son possible » pour libérer le journaliste américain Evan Gershkovich, correspondant du Wall Street Journal emprisonné depuis plus de 100 jours en Russie, y compris via un « échange de prisonniers ».

Outre M. Niinistö, Joe Biden a rencontré jeudi à Helsinki les dirigeants des autres pays nordiques (Suède, Danemark, Norvège et Islande).

La visite en Finlande du président américain symbolise l'inversion brutale des relations entre Washington et Moscou.

Il y a cinq ans, dans la même salle, le président de l'époque, Donald Trump, avait tenu une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine. Il y avait fait une déclaration fracassante, disant croire le président russe démentant toute implication russe dans des manipulations électorales aux États-Unis, plutôt que les conclusions du FBI.

Santé

Une alimentation variée vous ferait vieillir moins rapidement

Une équipe de chercheurs de l'université Ben-Gourion a montré qu'adopter un régime alimentaire sain, entraînait une perte de poids associé à un ralentissement du vieillissement cérébral.



Le régime méditerranéen vert fait-il rajeunir le cerveau ? C'est en tout cas ce que viennent de montrer des chercheurs de l'université de Ben Gourion du Néguev (Israël).

Concrètement, ils se sont intéressés aux dossiers de 102 personnes atteintes d'obésité et qui participaient à une plus large étude. Baptisée Direct-Plus, celle-ci est un essai clinique mené sur 300 participants durant 18 mois, qui teste les bénéfices du régime méditerranéen vert, plus riche en polyphénols que le régime méditerranéen traditionnel, sur le vieillissement du cerveau.

Voilà plusieurs années que l'on sait que l'obésité participe au vieillissement prématuré du cerveau, grâce à la neuroimagerie notamment. L'âge du cerveau peut ainsi être évalué, indépendamment de l'âge d'une personne. Les chercheurs de l'université Ben-Gourion voulaient savoir si une perte de poids à la suite d'un changement du mode de vie pouvait avoir un impact sur ce vieillissement accéléré.

Une meilleure santé du foie

Ils ont analysé les scintigraphies cérébrales des 102 participants en situation d'obésité, réalisées en début et en fin d'étude, 18 mois plus tard. Résultats : une réduction de 1 % du poids corporel a entraîné une diminution de près de 9 mois de l'âge cérébral attendu des patients. Ces résultats ont été publiés dans la revue eLife. Ainsi un changement de mode de vie, soit le passage à un régime méditerranéen vert, a permis de ralentir le vieillissement du cerveau.

D'autres bénéfices à 18 mois ont aussi pu être observés chez les patients, au niveau du foie notamment. « Cette atténuation de l'âge cérébral était significativement associée à une amélioration des biomarqueurs hépatiques, à une diminution de la graisse hépatique et des tissus adipeux viscéraux et sous-cutanés profonds après 18 mois d'intervention », précisent les chercheurs de l'université Ben-Gourion dans leur article paru dans eLife.

« Notre étude met en évidence l'importance d'un mode de vie sain, y compris une consommation réduite d'aliments transformés, de sucreries et de boissons, pour maintenir la santé du cerveau », déclare Gidon Levakov, docteur en sciences cognitives et cérébrales et co-auteur de l'étude.

NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Mr Mohammad Nayim RAMCHURN** and **Mrs Shiwrani HURDOYAL**, both of Chemin Jardin, Poste de Flacq, electing their legal domicile in the Office of Me. Subiraj SAKURDEEP, Attorney-at-law, situate at Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street, Port Louis have applied to The Honourable Attorney-General for leave to change the names of their minor daughter **Ishaniah Bibi** into those of **Shaniah** so that in future she shall bear the name and surname of **Shaniah RAMCHURN**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the Office of the Attorney general within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said Notice in the papers.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 11th day of July, 2023.

Me. Subiraj SAKURDEEP
Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street, Port Louis.
Applicants' Attorney

Méduses : que faire en cas de piqure ?

Depuis plusieurs semaines, les méduses ont fait leur grand retour sur les littoraux de la Méditerranée, de l'Atlantique et de la Manche. Conséquences : de nombreux baigneurs piqués, et des réactions pas toujours adaptées. Petit rappel des bons gestes si vous êtes concerné.

Dans l'eau ou sur le sable, une piqure de méduse est vite arrivée. Surtout ces dernières semaines, en raison de conditions météo favorables, avec des vents et des courants de surface qui entraînent les animaux gélatineux, plus ou moins urticants, vers le littoral.

Ces conditions favorisent également leur reproduction, liée au réchauffement des eaux qui accélère leur croissance, et donc leur maturité sexuelle. D'où leur arrivée en masse sur nos côtes.

Alors, que faut-il faire quand on a été piqué alors que l'on se trouvait dans l'eau, ou en marchant par mégarde sur une méduse échouée sur la plage ?

Ou plutôt, sur ses tentacules : les sensations de brûlure, voire de décharge électrique, sont provoquées par le contact avec les filaments urticants qui tapissent les tentacules des méduses.

Ces filaments peuvent rester fixés sur la peau : il convient donc de les retirer avec une pince à épiler ou avec les mains, à condition qu'elles soient protégées par des gants.

Objectif : ne pas les écraser. L'Agence régionale de Santé de Bretagne indique que « l'enlèvement peut être facilité en appliquant préférentiellement de la mousse à

raser ». A condition d'en avoir sur soi. A défaut, du sable sec fera très bien l'affaire.

Rinçage à l'eau de mer

Il faut ensuite « racler l'ensemble (tentacules et mousse/sable) sur la peau avec un carton rigide ou le dos d'une carte de crédit », puis rincer les lésions (qui ressemblent à des plaques de piqures d'orties) avec de l'eau de mer ou du sérum physiologique.

Un rinçage doux, sans frotter, pendant une trentaine de minutes, recommande la Société Française de Médecine d'Urgence. Les lésions peuvent persister plusieurs semaines.

Quant à la douleur, elle pourra être traitée de la même manière qu'une brûlure, en appliquant un corps gras. Elle ne devrait ainsi plus se faire sentir au bout de quelques heures.

Dans le cas contraire, n'hésitez pas à consulter un médecin. Un conseil à suivre également en cas de réaction de type allergique, avec une sensation générale de malaise, des maux de tête, des nausées, des symptômes respiratoires... Il s'agit là d'une urgence médicale.

Et si la pollution favorisait la maladie d'Alzheimer ?

Les effets nocifs des polluants atmosphériques sur la santé ne sont plus à démontrer. Irritations oculaires ou des voies respiratoires, crises d'asthme, augmentation des troubles cardio-vasculaires... La liste est longue. Une liste à laquelle il faudrait ajouter le risque de démence.

Quatre cas de démence sur dix pourraient être évités ou retardés en agissant sur des facteurs modifiables, parmi lesquels, la pollution de l'air. Cette dernière pourrait en effet accélérer le déclin cognitif, un des symptômes annonciateurs d'une pathologie neurodégénérative comme la maladie d'Alzheimer.

Des chercheurs de l'Inserm, de l'Université de Rennes et de l'École des hautes études en santé publique (EHESP) se sont intéressés à la façon dont ces polluants impactent les performances cérébrales. Pour ce faire, ils ont utilisé les données de plus de 61 000 participants de la cohorte épidémiologique Constances, âgés de 45 ans et plus.

Le trafic routier en cause

Tous ont répondu à des tests évaluant leur mémoire, leur fluidité d'expression orale et leurs capacités à prendre des décisions. Puis l'équipe de recherche a utilisé des cartes dites « d'exposition » qui estiment la concentration de polluants à l'adresse du domicile.

Les chercheurs se sont plus particulièrement intéressés aux polluants liés au trafic routier : les particules fines de diamètre inférieur à 2,5 microns (PM2,5), le dioxyde d'azote (NO2) et le carbone suie.

Résultat : pour les participants les plus exposés, les chercheurs ont constaté une différence allant de 1 à près de 5 % du score des performances cognitives par rapport aux participants moins exposés.

« Les capacités les plus impactées sont la fluence verbale et les fonctions exécutives » précise Bénédicte Jacquemin, chercheuse à l'Inserm qui a dirigé ces travaux. « Le dioxyde d'azote et les particules PM2,5 impactent



davantage la fluence verbale, tandis que le carbone suie a un plus grand impact sur les fonctions exécutives. »

La prochaine étape pour l'équipe sera « d'observer l'évolution dans le temps des fonctions cognitives de ces adultes, afin de voir si l'exposition à la pollution est aussi associée à une baisse du fonctionnement cognitif avec le temps, baisse qui peut refléter les premiers signes de démences, tant de la maladie d'Alzheimer que d'autres formes de démences du sujet âgé. »

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE
NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING &
LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I **Mrs Rajeshwaree Bissoonauthsing** will apply to the District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for a proposed conversion of an existing residential building at groundfloor to be used for 'Retail sale of hardware in stores' (not having the right to sell cement, iron and steel bars) at Off Chummun Lane and Runglall Street La Flora.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 18/07/2023

NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Mr Louis Raphael LUBO, electing his legal domicile in the Office of Me. Subiraj SAKURDEEP, Attorney-at-law, situate at Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street, Port Louis has applied to The Honourable Attorney-General for leave to change his names of Louis Raphael into that of Serge so that in future he shall bear the name and surname of Serge LUBO.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the Office of the Attorney general within a period of 28 days as from the last date of publication of the said Notice in the papers.

Under all legal reservations.
Dated at Port Louis, this 11th day of July, 2023.

Me. Subiraj SAKURDEEP
Astor Court, Block B, 06th Floor, Georges Guibert Street, Port Louis.
Applicant's Attorney

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Ms Zina Aisha ALLAM** of Avenue des Palmiers, Morc Goolamallee, Phase 2, Terre Rouge, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change her names **Zina Aisha** into those of **Ziyana Aisha**, so that in the future, she shall bear the names and surname of **Ziyana Aisha ALLAM**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 04th day of July 2023.

Ms Zina Aisha ALLAM
Applicant

Foot News

L'ancien footballeur de Man City Benjamin Mendy reconnu non coupable de viol

L'ancien footballeur de Manchester City, Benjamin Mendy, a été acquitté du viol d'une femme et de la tentative de viol d'une autre.

Le jeune homme de 28 ans a été accusé d'avoir attaqué une femme de 24 ans dans son manoir de 4 millions de livres sterling à Mottram St Andrew, dans le Cheshire, en octobre 2020.

M. Mendy a également été accusé de tentative de viol sur une autre femme, âgée de 29 ans, qui a déclaré qu'il l'avait également agressée à son domicile deux ans auparavant.

Cela intervient après qu'il a été innocenté de six viols lors d'un procès précédent en janvier.

L'international français a fondu en larmes lorsque les verdicts de non-culpabilité ont été lus par le président du jury à l'issue d'un procès de trois semaines devant la Cour de la Couronne de Chester.

Le jury, composé de six hommes et six femmes, a délibéré pendant environ trois heures et 15 minutes avant de parvenir à sa conclusion.

Le juge Steven Everett a déclaré : « M. Mendy peut être libéré du banc des accusés. »

Le footballeur, dont le contrat avec Manchester City a expiré ce mois-ci, a été acquitté lors du procès précédent de six chefs de viol et d'un chef d'agression sexuelle, concernant quatre jeunes femmes ou adolescentes.

Mais les jurés n'ont pas réussi à se prononcer sur deux chefs d'accusation de viol et de tentative de viol, ce qui a entraîné un nouveau procès.

« Reconstruire sa vie »

Benjamin Aina KC, le procureur, a affirmé qu'il avait apprécié les fêtes chez lui et qu'à deux reprises, il avait « profité » des invitées, tandis que sa richesse et son statut de célébrité l'avaient transformé en un homme qui n'avait pas l'habitude de se faire dire « non ».

La première plaignante, la femme A, une étudiante de 29 ans, a rencontré M. Mendy pour la première fois dans une boîte de nuit à Barcelone fin 2017 et elle est devenue intime avec l'un de ses amis, a-t-on dit au procès.

Ils sont restés en contact et un an plus tard, elle s'est arrangée pour rendre visite à l'ami de M. Mendy chez le



footballeur, où ils sont restés après qu'ils soient tous allés avec d'autres filles pour une soirée.

La femme a déclaré au jury que le lendemain matin, lorsqu'elle a pris une douche dans la salle de bain attenante, M. Mendy est apparu sans y être invité, vêtu uniquement d'un boxer, et qu'il était visiblement « excité ».

Elle a allégué que M. Mendy l'avait ensuite attrapée et avait tenté de la violer sur le lit, bien qu'elle lui ait dit à plusieurs reprises d'arrêter.

M. Mendy a déclaré au jury que les deux « flirtaient » pendant la nuit et le lendemain matin, il est allé dans sa chambre et ils ont commencé à s'étreindre sur un lit.

Il a dit qu'elle lui avait dit qu'elle n'aurait pas de relations sexuelles avec lui parce qu'elle était avec son ami.

M. Mendy a déclaré qu'elle s'était ensuite fâchée quand il lui avait dit qu'il avait déjà demandé à son ami qui lui avait dit que ce serait « OK ».

Il a nié avoir tenté de la violer.

Une autre plaignante, la femme B, a déclaré au procès qu'elle était sortie avec des amis dans un bar d'Alderley Edge, dans le Cheshire, près du domicile de M. Mendy, lorsqu'ils ont été invités à revenir chez le footballeur en

2019.

La jeune femme de 24 ans a allégué que M. Mendy lui avait pris son téléphone, qui contenait des photos « intimes », puis l'avait conduite dans sa chambre verrouillée, alors qu'elle demandait à récupérer son téléphone.

Elle a dit au jury que M. Mendy lui avait dit « Je veux juste te regarder » et lui avait dit de se déshabiller, ce qu'elle a fait.

« 10 000 femmes »

Elle a dit qu'il avait jeté son téléphone sur le lit et que lorsqu'elle est allée le récupérer, il l'a violée bien qu'elle lui ait dit qu'elle ne voulait pas avoir de relations sexuelles.

La femme a déclaré au procès qu'après quoi M. Mendy lui avait dit : « Tu es trop timide. C'est bon. J'ai eu des relations sexuelles avec 10 000 femmes. »

M. Mendy a déclaré au jury que la femme avait accepté de « jouer » sur le lit et a nié l'avoir violée, affirmant qu'ils avaient ensuite échangé des détails pour se connecter sur Snapchat.

M. Aina, le procureur, a affirmé que M. Mendy n'était pas habitué à ce que les femmes lui disent non.

Il a dit : « Vous vouliez des femmes qui venaient chez vous pour faire la fête, se saouler et avoir des relations sexuelles? »

M. Mendy a répondu : « S'ils veulent. »

« Je ne forcerai jamais à avoir des relations sexuelles avec une femme. »

Après l'audience, son avocate, Jenny Wiltshire, a déclaré : « Benjamin Mendy tient à remercier les membres du jury de s'être concentrés sur les preuves dans ce procès, plutôt que sur les rumeurs et les insinuations qui ont suivi cette affaire depuis le début. »

« C'est la deuxième fois que M. Mendy est jugé et déclaré non coupable par un jury. Il est ravi que les deux jurys soient parvenus aux bons verdicts. »

Elle a déclaré que M. Mendy avait « essayé de rester fort » mais que le processus avait « inévitablement eu un impact sérieux sur lui ».

Il voulait maintenant demander que sa vie privée soit respectée « afin qu'il puisse commencer à reconstruire sa vie », a ajouté Mme Wiltshire.

Jadon Sancho en route pour Aston Villa ?



Bien loin des attentes placées en lui à Manchester United, Jadon Sancho pourrait être vendu pendant le mercato de Premier League. Aston Villa serait intéressé.

Jadon Sancho ne semble pas faire partie des plans d'Erik Ten Hag à Manchester United. Décevant cette saison, l'international anglais pourrait être vendu pendant le mercato estival 2023. Selon Football Transfers, Aston Villa serait sur les rangs. Le club entraîné par Unai Emery va entamer des négociations en ce sens. Mais pour le moment, le prix affiché par les Red

Devils pour laisser filer leur ailier ne semble pas celui que veulent payer les Villans.

Jadon Sancho valorisé 55 millions d'euros par Aston Villa

Manchester United demanderait 70 millions d'euros pour laisser partir Jadon Sancho. Un prix trop élevé selon les dirigeants d'Aston Villa. Des négociations vont débiter dans les prochains jours afin d'arriver à un compromis autour des 55 millions d'euros. Un prêt avec option d'achat reste également une possibilité. En 79 matchs pour les Red Devils, l'ailier n'a inscrit que 12 buts et six passes décisives.

Mercato Arsenal : le compteur est déjà à 226 millions d'euros



Arsenal est l'un des clubs de Premier League les plus actifs sur ce mercato estival 2023. Mais surtout le plus dépensier avec déjà plus de 200 millions d'euros investis dans les transferts.

226 millions d'euros environ. C'est le montant cumulé d'Arsenal en transferts depuis l'ouverture du mercato de Premier League. Une somme qui se concentre sur seulement trois arrivées. Celle de Kai Havertz (Chelsea), de Jurrien Timber (Ajax) et plus récemment de Declan Rice en provenance de West Ham et ses 125 M€ versés aux Hammers. En pariant autant sur le désormais ex-capitaine des Hammers, les Gunners pulvérisent leur ancien record en la matière avec Nicolas Pepe et ses 80

M€ devenu depuis le plus gros flop de l'histoire du club de Premier League. Espérons pour lui que ce ne soit pas à nouveau le cas.

Le mercato d'Arsenal sur un rythme élevé

Car avant de battre ce record, Arsenal avait réussi à attirer dans ses filets Kai Havertz recruté fin juin pour 70 millions d'euros. Cette semaine, le club londonien a également officialisé l'arrivée de Jurrien Timber en provenance de l'Ajax pour 40 millions d'euros. A ces sommes dépensées, il faut déduire les 25 M€ de la vente de Granit Xhaka au Bayer Leverkusen. Pour son retour en Ligue des Champions, Arsenal se montre ambitieux et annonce la couleur pour la saison 2023-2024 de Premier League : concurrencer Manchester City.